

**Arrêté préfectoral complémentaire N° 12-2025-05-12-00002
portant modification des conditions d'exploitation de la carrière de calcaire à ciel ouvert
située lieu-dit "Les Costes" sur le territoire de la commune de GOUTRENS – 12390**

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Madame Claire CHAUFFOUR-ROUILLARD en qualité de préfète de l'Aveyron ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 12-2024-11-25-00001 du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à Madame Véronique ORTET, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2008 n° 2008-302-12 autorisant le renouvellement et l'extension au bénéfice de la SARL CARRIÈRES DE CASSAGNES GOUTRENS, à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de GOUTRENS 12390 lieu-dit "Les Costes" ;
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 octobre 2022 n° 12-2022-10-05-00001 autorisant la SARL CARRIÈRES DE CASSAGNES GOUTRENS, à l'approfondissement et à la refonte du phasage de la carrière de calcaire à ciel ouvert susvisée ;
- Vu le dossier de porter à connaissance concernant l'extension et les modifications des conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière susvisée, déposé le 22 janvier 2025 auprès de la Préfecture de l'Aveyron ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas déposé le 22 janvier 2025 auprès de la Préfecture de l'Aveyron ; ;
- Vu la dispense d'évaluation environnementale en date du 28 mars 2025 ;
- Vu le courriel adressé le 12 mars 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu le courriel en réponse de l'exploitant en date du 19 mars 2025 ;
- Vu le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 6 mars 2025 ;

Considérant que l'extension est réalisée sur des parcelles agricoles attenantes à la carrière qui ne présentent pas d'enjeux significatifs ;

Considérant que le principe de remise en état demeure inchangé ;

Considérant que la méthode d'extraction demeure inchangée ;

Considérant que le rythme de production demeure inchangé ;

Considérant que la durée de l'autorisation demeure inchangée ;

Considérant que la cote minimale d'extraction et l'épaisseur de l'extraction demeurent inchangées ;

Considérant que les garanties financières sont ajustées au nouveau phasage de l'exploitation ;

Considérant que les modifications ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'ensemble des modifications sollicitées ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la Préfecture de l'Aveyron

Arrête

Article 1 : Localisation

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2008 susvisé sont **modifiées** par les dispositions suivantes :

La SARL CARRIÈRES DE CASSAGNES GOUTRENS dont le siège social est situé lieu-dit "Les Costes" GOUTRENS – 12390, est autorisée à exploiter, à ciel ouvert, une carrière de calcaire, sur le territoire de la commune de GOUTRENS .

En tenant compte des divisions cadastrales intervenues depuis l'obtention de l'autorisation de 2008, l'autorisation d'exploiter la carrière porte sur tout ou partie des parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Section	Lieu-dit	N°parcelle	Contenance (m²)	Superficie demandée	Situation
GOUTRENS	C	Les Planes	992	4 720	4 720	Zone Est
		Les Planes	993	3 370	3 370	Zone Est
		Les Planes	994	12 870	12 870	Zone Est
		Les Planes	997	195	195	Zone Ouest
		Les Planes	1000	5 160	5 160	Zone Est
		Les Peyrières	1060	7 270	7 270	Zone Ouest
		Les Costes	1061	4 810	4 810	Zone Ouest
		Les Costes	1062	9 990	9 990	Zone Ouest
		Les Peyrières	1484	1 399	1 399	Zone Ouest
		Les Peyrières	1486	2 602	2 602	Zone Ouest
		Les Planes	1489	4 696	4 696	Zone Est
		Les Planes	1491	21 491	21 491	Zone Est

		Les Planes	1493	365	365	Zone Est
		Les Planes	1510	25 460	25 460	Zone Est
		Les Costes	1531	8 298	8 298	Zone Ouest
		Les Peyrières	1532	1 366	1 366	Zone Ouest
		Les Planes	1533	1 276	1 276	Zone Est
		Les Costes	1550	29 097	29097	Zone Ouest
		La Boissonade	1660	4 986	4986	Zone Ouest
		Les Peyrières	1662	1 627	1627	Zone Ouest
		Les Peyrières	1663	1 687	1687	Zone Ouest
		Les Peyrières	1665	3 984	3984	Zone Ouest
		Les Planes	1669	568	568	Zone Ouest
		Les Planes	1670	432	432	Zone Ouest
		Les Planes	1671	4 818	4818	Zone Ouest
		Les Planes	1672	152	152	Zone Ouest
		Les Peyrières	1674	4 224	4 224	Zone Ouest
		La Boissonade	1675	1 476	1 476	Zone Ouest
		La Boissonade	1676	7 065	7 065	Zone Ouest
		Anciens chemins non cadastrés		3 299	3 299	Zone Ouest
	D	Poulecrec	810	21 550	16 910	Extension Est
		Poulecrec	811	4 740	2 990	Extension Est
		Poulecrec	812	11 900	11 490	Extension Est
		Chemin rural de Cantuel à Cassagnes (pour partie)		1 175	1 150	Extension Est

La surface totale représente 21 ha 12 a 93 ca.

Article 2 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 octobre 2022 sont complétées par les dispositions suivantes :

Bilan des rubriques de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement

L'activité exercée sur le site relève des rubriques suivante :

RUBRIQUE	RÉGIME	DÉSIGNATION / SEUIL	Caractéristiques de l'installation
2510-1	A	Exploitation de carrière , à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Production annuelle Moyenne : 110 000 T / an Maximale : 150 000 T / an

2515-1	E	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 a) La puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW	Puissance de l'installation de traitement fixe : 380 Kw
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques la superficie de l'aire de transit des matériaux commercialisables étant supérieure à 10 000 m ²	Surface d'environ 25 000 m ²
1434-1	NC	Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant : b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h	Débit maximum de 3.5 m ³ /h (pompe)
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2) Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume annuel (GNR) ≈ 110 m ³
2930-1b	NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteurs... La surface de l'atelier étant supérieure à 2 000 m ² mais inférieure ou égale à 5 000 m ²	Atelier de maintenance et annexes (400 m ²)
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, ... La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant : Pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite : c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	Volume total de GNR : 5 m ³ (cuve fixe), 5 m ³ (camion pétrolier) soit de l'ordre de 10 t

Article 3 :

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 octobre 2022 sont **remplacées** par les dispositions suivantes :

Extraction phasage

L'exploitation est en début de Phase 4 (période de 2024 à 2028).

L'extraction est réalisée en gradins à ciel ouvert, en fouille sèche.

L'exploitation a un rythme annuel moyen de 110 000 tonnes/an et 150 000 tonnes/an au maximum.

L'exploitation se déroule en 3 phases de 5 ans chacune :

- **sur la carrière Ouest** (courant phase 4) le carreau est amené à la cote moyenne 544/545 m NGF, pour être dévolu au traitement et au stockage des produits finis ;
- les niveaux exploités (fronts d'exploitation en périphérie) sont remis en état ;

- **sur la carrière Est** (courant phase 4) les aménagements induits par l'extension sont réalisés, l'extraction est activée ;
- le chemin rural de Cantuel à Cassagnes assurant la desserte des parcelles agricoles et des occupations en bordure Nord du site est maintenu, par la création d'une déviation externe au périmètre d'extension, et en périphérie des parcelles. Il est recréé avec raccordement aux existants (au Nord et au Sud) en bordure des haies et bosquet périphériques permettant d'assurer une fonctionnalité écologique.
- l'extraction est limitée à la **carrière Est (phases 5 et 6)**.

Le phasage est conforme à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 4 :

Les dispositions de l'**article 3** de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 octobre 2022 sont **remplacées** par les dispositions suivantes :

Remise en état

Le réaménagement est coordonné à l'exploitation. Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes internes ,
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014.

Le volume annuel de matériaux inertes provenant de l'extérieur est limité aux besoins liés à la remise en état du site. A ce titre, sont admis les déchets inertes suivants :

Code déchet	Description
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse

La remise en état est achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation. Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité du site ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Le réaménagement est conforme à l'annexe 2 du présent arrêté.

Article 5 :

Les dispositions de l'**article 31** de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2008 susvisé sont **complétées** par les dispositions suivantes :

Situation du gazoduc

En considérant une continuité de la formation géologique, l'exploitant respecte une vitesse particulière maximale de 80 mm/s.

Le début de l'extraction sur la carrière Est s'amorce par un essai de tir afin de vérifier le respect de cette valeur limite.

Au titre des implantations RTE

Le poste de transformation est desservi par des lignes souterraines et non aériennes. L'exploitant assure la vérification vis-à-vis des équipements du poste de transformation électrique.

Article 6 :

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 octobre 2022 sont **modifiées** par les dispositions suivantes :

Montant des garanties financières

Les modifications envisagées nécessitent la mise à jour des garanties financières :

Phase	Montant révisé
Phase 4 (2024-2028)	568 600,00 €
Phase 5 (2029-2033)	511 800,00 €
Phase 6 (2034-2038)	446 700,00 €

L'incide TP01 actualisé (décembre 2024) est de : 130,6.

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant au moins égal à la somme correspondante fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspection des installations classées peut en demander communication lors de toute visite.

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Aveyron ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de

réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 8 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de GOUTRENS en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de GOUTRENS dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron pour une durée identique.

Article 9 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de GOUTRENS sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société SARL CARRIÈRES DE CASSAGNES GOUTRENS.

Fait à Rodez, le **12 MAI 2025**

Pour la préfète et par dérogation
La secrétaire générale



Véronique ORTET

ANNEXE 1 : PHASAGE DE L'EXTRACTION

ANNEXE 2 : PLAN DE REMISE EN ÉTAT







